

Groupes armés, conflits et gouvernance en Afrique de l'Ouest : Une grille de lecture

Par **Michel Luntumbue**

27 janvier 2012

Résumé

En dépit des évolutions récentes, l'Afrique de l'Ouest demeure une région particulièrement affectée par des foyers de conflits latents, liés notamment à la présence de groupes armés qui échappent au contrôle des gouvernements. Bien qu'enracinés dans leurs contextes spécifiques au niveau local ou national, ces acteurs et ces foyers d'instabilité s'inscrivent dans des dynamiques interdépendantes qui relèvent de véritables « systèmes de conflits » aux implications sous-régionales. Cette note d'analyse est un complément et une mise en perspective des données proposées dans nos fiches thématiques consacrées aux groupes armés en Afrique de l'Ouest. Ces fiches documentaires exposent succinctement les fondements historiques et idéologiques, les objectifs, le fonctionnement et les modes opératoires des groupes armés (AQMI, Boko Haram, MEND, MNJ) actifs en Afrique de l'Ouest.

Mots clés : groupes armés, acteurs non étatiques, systèmes de conflits, conflits frontaliers, trafics, contrebande, terrorisme.

Abstract

Armed groups, conflict and governance in West Africa : a reading grid

In spite of recent developments including the marked expansion of democratic spaces, West Africa remains particularly affected by outbreaks of latent conflicts, related to the presence or activity of armed groups. Beyond specific backgrounds –local or national– these players and sources of instability are part of underlying and interdependent dynamics, which are real "conflict systems" with sub-regional implications. This briefing note completes and puts into perspective data available in our briefing notes dedicated to armed groups in West Africa. These fact sheets provide condensed information on the historical and ideological foundations, objectives, operation and procedures of armed groups in West Africa.

Keywords : armed groups, non-state actors, conflicts system, border conflicts, trafficking, smuggling, terrorism.

Citation : LUNTUMBUE Michel, *Groupes armés, conflits et gouvernance en Afrique de l'Ouest : Une grille de lecture*. Note d'Analyse du GRIP, 27 janvier 2012, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2011/NA_2012-01-27_FR_M-LUNTUMBUE.pdf



Introduction

L'Afrique de l'Ouest couvre l'ensemble des pays membres de la CEDEAO, Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, qui compte 15 États auxquels on peut ajouter, d'un point de vue géographique, la Mauritanie, le Cameroun et le Tchad.

En dépit des évolutions récentes marquées par l'élargissement relatif des espaces démocratiques, l'Afrique de l'Ouest demeure une région particulièrement affectée par des foyers de conflits latents ou violents, liés notamment à la présence ou à l'activité de groupes armés.

Il s'agit dans l'ensemble, d'une situation contrastée où se côtoient des tendances à l'enracinement des conflictualités et des dynamiques de stabilisation ou de sortie de crises. Une majorité des pays de la région échappent cependant à toute situation de conflits ouverts. Mais, des tensions épisodiques – manifestations contre la vie chère, crises pré-électorales ou post-électorales – rappellent les risques d'un basculement vers des situations de crises ouvertes.

Le phénomène des groupes armés est aussi un symptôme des mutations et ajustements qui travaillent les sociétés africaines, confrontées à diverses contraintes internes (aspirations démocratiques, luttes de pouvoir, compétition autour des ressources, etc.) et aux défis d'une adaptation au contexte de la mondialisation (dérégulation, questionnement et redéfinition du rôle de l'État).

Avant de devenir des menaces affectant les relations internationales ou la stabilité de « l'ordre international », les foyers de conflits en Afrique de l'Ouest sont d'abord des défis locaux, qui trouvent leurs causes profondes dans les dynamiques sociétales. Ces dynamiques restent toutefois influencées par les convoitises et les ingérences de puissances extérieures, motivées principalement par le statut stratégique d'une sous-région riche en ressources diverses (pétrole et gaz, fer, phosphate, uranium).

En raison de la contiguïté géographique ou de la similarité des facteurs, ces foyers de conflictualités et leurs acteurs tendent à s'inscrire dans des dynamiques interdépendantes, qui se constituent en véritables « systèmes de conflits » aux implications sous-régionales.

Il semble justifié de parler de « systèmes » dans la mesure où des conflits « produits de conjonctures nationales distinctes et relevant d'acteurs, de modalités et d'enjeux différents, finissent par s'articuler les uns aux autres et à s'alimenter, brouillant les frontières spatiales, sociales et politiques qui les distinguaient initialement »¹.

La notion de « système de conflits » offre une grille de lecture novatrice et dynamique pour repenser les conflits ouest-africains ainsi que les pistes pour des politiques préventives ou régulatrices à l'échelle sous-régionale. En effet, si un grand nombre de conflits contemporains se déroulent à l'intérieur des États, ces conflits se cristallisent le long des espaces transfrontaliers dont les dynamiques intrinsèques sont souvent des facteurs de diffusion ou d'amplification des crises². Les groupes armés et acteurs périphériques qui échappent au contrôle des gouvernements y prennent une part importante.

1. Roland Marchal, « Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? ».

<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/088005.pdf>

2. Didier Bigo, Table ronde, « La prolongation des conflits : Approche comparative des systèmes de guerre », Cultures & Conflits [En ligne], 1er février 2005. <http://conflits.revues.org/index147.html>

L'expression « groupes armés » reste cependant une notion discutée, car trop large et imprécise. Elle englobe des réalités plurielles et une série d'acteurs (milices, « mouvements de libération », groupes « terroristes », trafiquants, etc.) aux profils et objectifs les plus divers, voire des plus versatiles. On entendra ici par groupes armés, des acteurs non étatiques contestant le monopole de la violence légitime exercée par l'État³. En effet, l'enjeu majeur semble ici la question liée à la crise de la gouvernance de manière générale.

La perspective adoptée dans notre propos vise notamment à souligner l'incidence des activités des groupes armés sur la sécurité humaine et le développement d'une manière générale.

Avant d'aborder la question des mesures qui peuvent être prises pour répondre au problème des groupes armés en Afrique de l'Ouest, cette synthèse rappelle le contexte et les facteurs des conflits dans la sous-région, esquisse une typologie des groupes armés déjà ciblés dans les fiches thématiques (AQMI, Boko Haram, MEND, MNJ) ainsi que leurs dynamiques.

1. Système de conflits, le concept



Défilé de l'armée centrafricaine 01/12/2011
Photo : M. Luntumbue

Le concept de système de conflits est issu de l'analyse et du suivi des dynamiques de certains conflits contemporains, notamment ceux qui ont marqué le continent africain à partir des années 1990⁴. Un système de conflits se comprend comme un ensemble de conflits, de causes, de formes et de territorialités distinctes, mais qui finissent par s'articuler et s'alimenter sous l'effet de leur proximité, de leurs évolutions ou des alliances tissées par des acteurs divers dont les intérêts convergent⁵.

La guerre qui se déroule en Sierra Leone de mars 1991 à janvier 2002 en est une bonne illustration. Née d'une situation de crise interne (opposition à la domination autoritaire du parti unique, le All People's Congress alors au pouvoir), elle se régionalise avec le soutien apporté par le leader libérien Charles Taylor à la rébellion sierra-léonaise du Front révolutionnaire uni (RUF selon son acronyme anglais) dirigé par Foday Sankoh. À la fois moyen et enjeu de la guerre, ce soutien permet au leader libérien d'élargir sa base militaire dans la lutte pour la conquête du pouvoir au Liberia, mais aussi de s'assurer par l'entremise du RUF le contrôle de la vente des diamants de l'est de la Sierra Leone en échange d'armes et de munitions⁶.

Les systèmes de conflits se caractérisent ainsi par leurs frontières fluides, qui transcendent celles des États⁷, comme l'illustre le cas sierra-léonais. Ils s'inscrivent dans des complexes conflictuels

-
3. Small Arms Survey, « Une menace constante : les groupes armés en Afrique de l'Ouest », http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/A-Yearbook/2006/fr/Small_Arms_Survey-2006-Chapter-10-FR.pdf.
 4. Didier Bigo Table ronde, « La prolongation des conflits : Approche comparative des systèmes de guerre » ; Massaër Diallo, « Système de conflits en Afrique de l'Ouest », Atelier de la CEDEAO sur les systèmes des conflits et l'évaluation des risques en Afrique de l'Ouest Conakry (Guinée), 16-18 décembre 2008. <http://www.oecd.org/dataoecd/30/0/42127332.pdf>
 5. Roland Marchal, *op. cit.*
 6. Roland Marchal, *op. cit.*
 7. Massaër Diallo, *op. cit.* ; Didier Bigo, Table ronde, *op. cit.*

plus vastes, à dimension régionale, et dont les multiples dynamiques et les acteurs accentuent ou entretiennent la logique et les tensions : mouvements de réfugiés, réseaux criminels de commerce illégal de « minerais du sang » ou d'armes légères, groupes armés itinérants, populations « flottantes », réseaux communautaires transfrontaliers, etc.

Les systèmes de conflits tendent de ce fait à produire les conditions de leur propre reproduction. L'émergence d'un mouvement insurrectionnel dans la crise ivoirienne, à l'automne 2002, renforcé par la présence de combattants libériens, illustre cette logique systémique de conflictualités gigognes, alimentée par la série des conflits civils qui touchent le Liberia de 1989 à 1997, puis la Sierra Leone, de 1991 à 2002, et affectent la Guinée en 2000 et 2001⁸.

Enfin, dans un système de conflits s'entremêlent le plus souvent plusieurs types de conflits aux ressorts et dimensions multiples : politiques, économiques, sociales ou environnementales.

2. Les complexes conflictuels en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, on peut distinguer schématiquement quatre systèmes de conflits avec leurs épicentres et champs d'expansion⁹ :

Le complexe conflictuel de l'espace géopolitique constitué par les pays de l'Union du fleuve Mano¹⁰, qui regroupe la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. L'épicentre de ce complexe conflictuel se situe aux confins des territoires guinéens, libériens et sierra-léonais. La crise qui embrase le Liberia à la fin de l'année 1989 s'alimentera des interactions qu'entretiennent les acteurs et les populations frontalières qui enjambent les territoires de cet espace géopolitique¹¹.

Le système de conflits de la zone sénégalaise, dont l'épicentre se situe sur la région sénégalaise de la Casamance, frontalière de la Gambie et de la Guinée Bissau, est marqué par l'activisme intermittent du Mouvement indépendantiste des Forces démocratiques de Casamance (MFDC). Cette crise se nourrit du sentiment de marginalisation d'une région géographiquement éloignée de Dakar, la capitale, et isolée du reste du pays par l'enclave du territoire gambien. Les interactions entre rebelles et réfugiés casamançais, présents en Guinée-Bissau et en Gambie, et l'utilisation de ces pays voisins comme base arrière par les combattants du MFDC, donnent une dimension sous-régionale et transnationale à ce conflit¹².

8. Roland Marchal «Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières?».

9. Massaër Diallo, *op. cit.*.

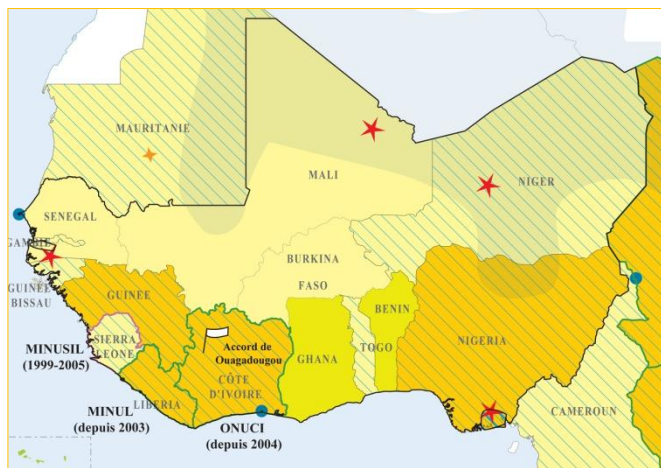
10. L'Union du fleuve Mano a été créée en 1973 par les présidents de la Sierra Leone et du Liberia dans le but de promouvoir les échanges commerciaux entre ces deux pays. La Guinée a rejoint l'union en 1980, suivie par la Côte d'Ivoire en 2008. Elle tire son nom du fleuve Mano qui prend sa source aux Monts Nimba en Guinée et délimite ensuite la frontière entre le Liberia et la Sierra Leone.

11. Roland Marchal, *op. cit.*; Didier Bigo, Table ronde, *op. cit.*

12. Priscilla Sadatchy, « Le Mouvement des Forces démocratiques de Casamance », Fiche documentaire du GRIP, 23 novembre 2011.

Le système de conflits de la zone sahélo-saharienne englobe les zones frontalières qui vont de la Mauritanie à l'Algérie et du Mali au Niger. Son épicentre se situe sur la zone frontalière entre l'Algérie, le Mali et le Niger, et correspond à la poussée vers le Sud des djihadistes algériens d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ces derniers pourraient être les principaux bénéficiaires de la nouvelle donne géopolitique née de la crise libyenne, et du flux d'armes consécutif à la chute de Mouammar Kadhafi¹³. À cette menace désormais régionale se conjuguent les risques d'une résurgence des rébellions Touareg au Mali et au Niger. Ces risques sont en partie liés aux nouveaux débouchés d'une économie transnationale illicite de trafics et contrebandes en tous genres, dans une zone passablement délaissée des pouvoirs publics locaux et dépourvues de perspectives¹⁴.

Le complexe conflictuel du Golfe de Guinée a pour épicentre la zone du Delta du Niger avec un prolongement sur la péninsule de Bakassi au Cameroun. Ce complexe conflictuel dont les effets affectent la sécurité d'autres pays riverains comme le Togo et le Bénin, a notamment pour enjeu l'exploitation des ressources naturelles et la redistribution de leurs revenus¹⁵. Le Golfe de Guinée est aussi l'un des points d'entrée des trafics d'armes qui alimentent les tensions liées à l'essor du terrorisme et aux rébellions épisodiques dans l'espace sahélo-saharien, mais aussi aux affrontements à connotation « ethno-religieuse » au Nigeria. Les derniers en date sont



Zones de tensions en Afrique de l'Ouest (Source : OCDE)

principalement liés à l'activisme meurtrier du mouvement fondamentaliste Boko Haram actif dans le Nord du Nigeria et dont les connexions supposées avec les éléments d'AQMI pourraient sceller une jonction entre les foyers de conflictualités du Golfe de Guinée et ceux de l'espace sahélo-saharien¹⁶.

Ce dernier développement annonce l'émergence de nouveaux défis sécuritaires dans la sous-région, liés notamment aux alliances opportunistes entre certains réseaux de criminalité organisée, rébellions politiques et fondamentalisme terroriste¹⁷.

La majorité des pays de la région échappent cependant à une situation de conflits ouverts. À l'exception de l'épisode violent qui ponctue la crise post-électorale en Côte d'Ivoire¹⁸ au premier trimestre 2011, le contexte général reste caractérisé par des incidents discontinus, d'un niveau de

13. Mekdour Mehdi « Al Qaïda au Maghreb Islamique : une menace multidimensionnelle », Note d'Analyse du GRIP. 26 août 2011. <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=968>

14. Priscilla Sadatchy, « Le Mouvement des Nigériens pour la justice », Fiche documentaire du GRIP, 3 novembre 2011. <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=975>.

15. Michel Luntumbue, « Le Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger – MEND », Fiche documentaire du GRIP, 7 octobre 2011. <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=970>.

16. Priscilla Sadatchy, « Boko Haram », Fiche documentaire du GRIP, 19 octobre 2011, <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=971>; Sabine Cessou « Les inquiétantes mutations africaines d'al-Qaïda » ; Slate Afrique, 3/05/2011 ; <http://www.slateafrique.com/1815/afrique-algaida-ben-laden-mutation-heritage>

17. Massaër Diallo, « La sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeu de gouvernance et de développement », <http://www.oecd.org/dataoecd/31/22/38415736.pdf>.

18. Son dénouement intervient à la faveur de l'opération armée franco-onusienne d'avril 2011.

violence variable : accrochages armés et rapt en zone sahélo-saharienne, attentats terroristes et actes de piraterie sur le territoire nigérian et dans les eaux du Golfe de Guinée, etc.

Des foyers de tensions latentes côtoient ainsi des situations de stabilité relative (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Togo, Sénégal, etc.) et de transition (Guinée, Mali, Niger, etc.) ou de sortie de crises (Sierra Leone, Liberia, etc.). Les risques d'un basculement vers l'instabilité demeurent cependant dans différents pays, du fait d'une persistance de facteurs de vulnérabilité structurelle, ainsi que des lignes de force propices à l'émergence de crises ou à leur diffusion régionale.

3. Facteurs de conflictualité

D'une manière générale, les conflits en Afrique de l'Ouest sont le produit d'un ensemble de facteurs interdépendants – politiques, économiques, socioculturels, environnementaux – qui répondent à des logiques structurelles et systémiques convergentes.

3.1. Facteurs politiques

La persistance de foyers de conflits en Afrique de l'Ouest est généralement associée à la fragilité et à la vulnérabilité structurelle de l'État. L'État africain postcolonial se caractérise par sa faiblesse et par la défaillance relative de ses institutions¹⁹. Nombre d'États peinent en effet à assurer leur autorité sur l'ensemble de leur territoire et à garantir à la fois les services de base, la sécurité humaine et la sécurité territoriale. Un mode d'organisation territoriale hérité de la colonisation accentue les disparités en termes d'infrastructures, de développement et aussi de contrôle de l'État sur certaines régions²⁰. Dans la zone sahélo-saharienne, d'immenses étendues territoriales en déshérence, couplées aux traditions de nomadisme et aux dynamiques transfrontalières des populations, rendent particulièrement complexe la gestion de la souveraineté.

La géopolitique interne des États de la sous-région traduit le plus souvent une opposition entre un « centre » hégémonique et des « périphéries » relativement marginalisées, qui revendiquent une redistribution du pouvoir et des ressources du pays²¹. Les demandes démocratiques exacerbées par la crise des ajustements, n'ont pas contribué partout à la pérennisation d'une gouvernance au service des populations.

Cette carence dans la gestion politique et socio-économique du territoire est une source d'instabilité et un facteur de fragmentation de l'espace national. Il en résulte dans bien des cas une rupture du monopole de la violence légitime, débouchant sur une démultiplication d'acteurs concurrents à l'État : groupes armés, milices, réseaux criminels régionaux ou internationaux, etc.

19. Cette fragilité est notamment accentuée par les politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI et la Banque mondiale au cours des années 1980. Ces mesures d'austérité et de rigueur comptable, recommandant notamment une baisse des dépenses publiques, ont retiré à la plupart des appareils gouvernementaux les moyens de mener de véritables politiques publiques ainsi que leur capacité de redistribution. Voir aussi Alain Dubresson et Jean-Pierre Raison, « L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement », Armand Colin, Paris, 1998. pp 32-37.

20. Yann Bedzigui « Les conflits en Afrique, une résolution improbable »
www.afri-ct.org/IMG/pdf/11_Bedzigui_Afrique.pdf

21. Mehdi Taje, « Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel »,
<http://www.oecd.org/dataoecd/23/28/45830147.pdf>

3.2 Facteurs économiques

Les facteurs économiques jouent un rôle essentiel, à la fois comme enjeux et comme sources de financement des conflits. Si tous les conflits armés n'ont pas une explication économique, tous ont besoin d'être financés²².

Par la diversité de ses ressources (fer, gaz, or, pétrole, phosphate, uranium), l'Afrique de l'Ouest est au cœur des convoitises des acteurs stratégiques internationaux (États-Unis, France, Chine, compagnies pétrolières) en quête d'une diversification de leurs approvisionnements et d'une sécurité énergétique²³.

D'une manière générale, les sociétés africaines se trouvent aussi insérées dans une économie mondiale informelle, qui est à la fois source d'accumulation pour certains acteurs et facteur de conflits. Les systèmes de conflits ouest-africains se greffent ainsi sur des interdépendances complexes entre, la contrebande de produits illicites, les organisations criminelles, les trafiquants d'armes, en liens avec le monde international des affaires et certains acteurs nationaux ou régionaux²⁴.

En favorisant une mécanique de circulation de biens illicites, certaines crises internes ou locales peuvent ainsi devenir les catalyseurs régionaux de conflits impliquant une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques²⁵.

Les systèmes de conflits ouest-africains s'appuient enfin sur un contexte de pauvreté et de chômage de masse qui favorise l'enrôlement dans les milices, groupes armés et autres réseaux criminels. La pauvreté touche en effet près de 50% d'une population en majorité jeune (45% de la population a moins de 15 ans et 75 % a moins de 30 ans)²⁶.

3.3. Facteurs socioculturels

Les sociétés ouest-africaines se caractérisent par une forte croissance démographique et une population majoritairement jeune. Mais l'exercice du pouvoir y reste principalement aux mains des aînés et le leadership tarde à se renouveler, entraînant un déséquilibre générationnel²⁷.

Selon la thèse développée par l'anthropologue Paul Richards²⁸, l'évolution de certains conflits ouest-africains pourrait être abordée sous l'angle du conflit générationnel et de la rupture du « contrat social » entre les cadets sociaux et les aînés.

22. Le diamant qui a financé les guerres du Sierra Leone ou du Liberia n'était pas au départ l'enjeu de ces guerres, mais l'est devenu par la suite. Voir Hugon Philippe, « L'économie des conflits en Afrique », *Revue internationale et stratégique*, 2001/3 n° 43, p. 152-169. <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2001-3-page-152.htm>.

23. Le pétrole est ainsi devenu un enjeu stratégique majeur pour un continent qui représente 8 % des réserves pétrolières. Voir Michel Luntumbue, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée : défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale ». Note d'Analyse du GRIP, le 30 septembre 2011. <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=969>.

24. La Guinée Bissau et le Nigeria sont devenus des places internationales d'un circuit de la drogue en provenance d'Amérique du Sud. Voir Hugon Philippe, « L'économie des conflits en Afrique ».

25. Yann Bedzigui « Les conflits en Afrique, une résolution improbable ».

26. Massaër Diallo « Défis sécuritaires et hybridation des menaces dans la zone sahélo-saharienne », http://www.ieps-cipsao.org/index.php?option=com_content&view=article&id=75%3AIdéfis-securitaires-et-hybridation-des-menaces-dans-la-zone-sahelo-saharienne&catid=42%3Atravaux-et-publications&Itemid=56

27. Massaër Diallo « Défis sécuritaires et hybridation des menaces dans la zone sahélo-saharienne ».

L'effondrement des institutions publiques et du système éducatif laissent sans perspective d'avenir une majeure partie de la jeunesse et favorise ainsi la montée d'une culture politique intolérante, en rupture avec les modes de lutte civique pacifiques. Confrontés aux inégalités croissantes du fonctionnement de l'État et de la société, des jeunes remettent radicalement en cause la légitimité des institutions étatiques et se tournent vers l'idéal « égalitariste » et l'espoir d'un « autre avenir », incarnés par les bandes armées et les mouvements religieux sectaires²⁹.

Ce contexte est également marqué par la résurgence ou l'instrumentalisation des référents identitaires, communautaires, « ethniques », porteurs d'un risque de fractionnement et de tensions sociales³⁰. Ces modes de représentation et de mobilisation sociales se développent d'autant plus que les acteurs sont en situation de crise et de forte vulnérabilité.

La montée des nouvelles religiosités et des radicalismes des mouvements tels que Boko Haram s'inscrit dans ce contexte de crise des « encadrements »³¹.

3.4. Facteurs environnementaux

La fragilité écologique de l'espace sahélien, caractérisée par des cycles de sécheresse, la raréfaction des zones pastorales suite à la pression foncière exercée par les agriculteurs, constitue l'un des facteurs déterminants des rébellions Touaregs du début des années 1990 au Mali et au Niger³². Au Niger, plus particulièrement, la surexploitation des rares ressources en eau par les entreprises minières exploitant l'uranium, constitue une menace sérieuse pour l'économie pastorale, principale source de revenus des communautés Touaregs, Peulhs et Kounta. L'assèchement des nappes phréatiques d'Agadez, seules ressources en eau de la région, dans l'immense plaine de l'Irhazer au Nord du Niger, s'annonce comme l'un des vecteurs persistants de crises³³. Au Niger, les agriculteurs constituent la base électorale des principales formations politiques.

28. Paul Richards, « La nouvelle violence politique en Afrique : essai de théorisation », <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/070085.pdf>. L'auteur y donne son éclairage sur le basculement d'une partie de la jeunesse ouest-africaine dans la violence extrême, au cours des conflits libériens et sierra léonais.

29. Roland Marchal « Atomisation des fins et radicalisme des moyens de quelques conflits africains », http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/criti_1290-7839_2000_num_6_1_1385

30. Yann Bedzigui « Les conflits en Afrique, une résolution improbable » ; Hugon Philippe, « L'économie des conflits en Afrique ».

31. Les encadrements sont d'ordre divers : système de parenté, structures politiques, religion, les langues, l'écriture ou la culture au sens large. Alain Dubresson et Jean-Pierre Raison. « La crise des institutions modernes provoque soit un retour aux sources soit une adhésion à des encadrements nouveaux, de la bande guerrière à la secte religieuse, de l'ONG à l'association des originaires ». Page 132.

32. Priscilla Sadatchy, « Le Mouvement des Nigériens pour la Justice ».

33. Collectif Tchinchaghen, « Chronique d'un désert annoncé : la plaine de l'Irhazer à Agadez », 28 décembre 2009. <http://dossier.tchinaghen.free.fr/index.php?pages/Chronique-d%E2%80%99un-d%C3%A9sert-annonc%C3%A9-:-la-plaine-de-l%E2%80%99Irhazer-%C3%A0-Agadez>.

4. Dynamique des groupes armés

Au-delà de leur diversité et de la singularité de chaque trajectoire, l'émergence des groupes armés reste éminemment liée à la problématique de la fragilité de l'État. La persistance des violences politiques en Afrique de l'Ouest, traduit indéniablement la faiblesse des mécanismes institutionnels internes de régulation sociale et de redistribution des richesses. En l'absence de jeu démocratique, et de mécanismes impartiaux d'arbitrage, les contradictions et les oppositions sociales dérivent dans nombre de cas vers l'antagonisme armé.

4.1. Typologie sommaire

Selon la typologie établie par Small Arms Survey, trois paramètres prépondérants caractérisent les groupes armés : leur relation avec l'État – plus précisément la remise en question du monopole de la force exercé par l'État-, leur champ d'action, et les motivations qui les incitent à prendre les armes³⁴. Par champ d'action on entend la portée géographique de la menace que ces groupes représentent pour l'autorité gouvernementale, à savoir si les groupes cherchent à exercer une influence à l'échelle nationale ou subnationale.

En se limitant aux deux premiers éléments de cette typologie, les principaux groupes armés ciblés dans nos fiches thématiques s'inscrivent dans le schéma suivant :

Ceux qui visent la conquête du pouvoir d'État ou le changement radical du modèle institutionnel et social (AQMI, Boko Haram³⁵).

Ceux qui revendiquent une autonomie politiques pour motifs identitaires et/ou pour un autre partage des ressources (MEND dans le Delta du Niger, MNJ au Niger³⁶).

Ceux qui luttent pour une plus large autonomie de type indépendantiste (MFDC en Casamance).

Ce schéma – opposant principalement des acteurs locaux à l'État national en crise-, se trouve toutefois travaillé par la montée de réseaux transnationaux (diasporas, entreprises multinationales- notamment minières et pétrolières, puissances régionales ou internationales) organisés dans un jeu complexe d'alliances ou d'allégeance, qui bousculent toute démarcation simple entre enjeux internes et enjeux internationaux³⁷.

4.2. Vers une violence cyclique ?

L'évolution des quatre principaux foyers de conflits armés en Afrique de l'Ouest confirme une logique de cycles systémiques, favorisant l'installation des foyers conflictuels dans la durée.

Les épisodes d'accalmies dans certaines régions débouchent sur le recyclage d'acteurs de conflits sur d'autres sites de conflits : présence répétée de mercenaires libériens en Côte d'Ivoire,

34. Small Arms Survey, « Une menace constante : les Groupes armés en Afrique de l'Ouest », pp 248-250.

35. Ce groupe qui le groupe rejette la culture et les valeurs occidentales et condamne la modernité sous toutes ses formes entend renverser le pouvoir en place, au profit d'un État islamique et de faire appliquer rigoureusement la charia dans les 36 États du Nigéria ; Priscilla Sadatchy, « Boko Haram, Fiche documentaire » Note d'Analyse du GRIP, 19 octobre 2011, <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=971>.

36. Ces mouvements se rejoignent dans leur revendication pour une meilleure redistribution des rentes des ressources naturelles présentes dans leur région (respectivement le Pétrole et l'Uranium). Ils soulèvent par ailleurs la question de la pollution de l'environnement causée par les exploitations pétrolière et minières.

37. Hugon Philippe, « L'économie des conflits en Afrique », Revue internationale et stratégique, 2001/3 n° 43, p. 152-169. <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2001-3-page-152.htm>

collusions possibles entre combattants Touaregs de retour de Libye et éléments d'AQMI, jonction possible entre AQMI et Boko Haram, etc.

La nouvelle donne géopolitique née de l'effondrement du régime du Colonel Kadhafi en Libye – particulièrement la dissémination dans la sous-région des armes soustraites aux arsenaux libyens – ravive les craintes d'une résurgence de rebellions et d'un ancrage durable du terrorisme dans l'espace sahélo-saharien³⁸. La région est devenue l'un des axes de pénétration des trafics en tous genres vers l'Europe dont le narcotrafic, et les migrations clandestines.

La montée en puissance du mouvement islamiste armé Boko Haram au Nigéria, témoigne de l'installation progressive d'un fondamentaliste subsaharien connecté à la mouvance terroriste internationale. L'attentat de type terroriste perpétré par le MEND en octobre 2010, le jour de la commémoration de l'Indépendance du Nigeria, amorce un glissement possible du mouvement vers une nouvelle stratégie de lutte. En Casamance, le MDFC, jusqu'ici en latence, a repris de la vigueur en décembre 2011.

D'une manière générale, la dynamique d'insécurité régionale reste entretenue par la circulation sans entrave des acteurs et facteurs de conflits. Pour rappel, on estime à plus de 8 millions d'armes en circulation Afrique de l'Ouest. Plus de la moitié sont détenues de manière illicite³⁹.

Ces multiples défis appellent une modulation de stratégies adaptées à un contexte en pleine mutation, mais qui se gardent de privilégier une approche purement martiale et sécuritaire qui resterait sans effet sur les causes profondes des conflictualités.

Les opérations de désarmement et les offres d'amnistie sont parmi les mesures d'action habituellement envisagées pour influencer et mitiger la prévalence des groupes armés. Cloisonnées à un niveau national, leurs résultats sont restés dans l'ensemble mitigés à défaut d'une approche adaptée à la portée régionale du phénomène⁴⁰.

Les expériences ont démontré par ailleurs qu'il était plus efficace de cibler l'amélioration du niveau de vie général notamment par la création d'opportunités d'emplois pour espérer une démilitarisation de la société. Une attention particulière devrait être portée sur la jeunesse, principale catégorie touchée par la marginalisation économique, propice à toutes les dérives.

Des interventions axées sur la réduction de l'offre en munitions représentent à ce jour un moyen sous-exploité, qui pourrait contribuer à limiter l'impact néfaste de la présence déjà massive des armes légères dans la région⁴¹. En effet, à l'inverse des filières locales de production d'armes légères, les industries artisanales locales sont dépourvues de capacités techniques pour produire les munitions qui restent importées de l'étranger.

De même, la mise œuvre de véritables réformes des Secteur de la Sécurité nationaux (assurant leur contrôle démocratique par les parlements nationaux) devraient se compléter d'une approche régionale -sous l'égide des organisations régionale telles que la CEDEAO- adaptée au décroisement et l'interconnexion croissante des facteurs et acteurs de la conflictualité dans la sous-région.

38. Mehdi Mekdour « Al Qaïda au Maghreb Islamique : une menace multidimensionnelle » ; Massaër Diallo, « La sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeu de gouvernance et de développement ».

39. Massaër Diallo, « La sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeu de gouvernance et de développement ».

40. Small Arms Survey, « Une menace constante : les Groupes armés en Afrique de l'Ouest », pp 258-265.

41. Small Arms Survey, « Une menace constante : les Groupes armés en Afrique de l'Ouest », p. 258-265.

La réussite de toutes les initiatives visant à maîtriser la circulation et la reproduction des conflits au niveau régional suppose toutefois la restauration des moyens et des capacités d'action et de contrôle des États, sous peine de voir se perpétuer le cycle des violences.

* * *

Bibliographie/Sources

Alain Dubresson et Jean-Pierre Raison, « L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement », Armand Colin, Paris, 1998.

Marc Balencie, Arnaud de La Grange, « Les mondes rebelles – conflits acteurs et violences politiques », Michalon, Paris, 1996

Nicolas Florquin et Eric G. Berman (Sous la direction de), « Armés mais désœuvrés : Groupes armés, armes légères et sécurité dans la région de la CEDEAO ». Small Arms Survey, 2006.

Massaër Diallo, « La sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeu de gouvernance et de développement », <http://www.oecd.org/dataoecd/31/22/38415736.pdf>

Massaër Diallo, « Système de conflits en Afrique de l'Ouest », Atelier de la CEDEAO sur les systèmes des conflits et l'évaluation des risques en Afrique de l'Ouest Conakry (Guinée), 16-18 décembre 2008. <http://www.oecd.org/dataoecd/30/0/42127332.pdf>

Didier Bigo, Table ronde, « La prolongation des conflits : Approche comparative des systèmes de guerre », Cultures & Conflits [En ligne], 1 février 2005. URL : <http://conflits.revues.org/index147.html>

Hugon Philippe, « L'économie des conflits en Afrique », *Revue internationale et stratégique*, 2001/3 n° 43, p. 152-169. <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2001-3-page-152.htm>

Mehdi Taje, « Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel », <http://www.oecd.org/dataoecd/23/28/45830147.pdf>

Priscilla Sadatchy, « Le Mouvement des Forces démocratiques de Casamance », Fiche documentaire du GRIP, 23 novembre 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=984&titre_page=NA_2011-11-23_FR_P-SADATCHY

Mehdi Mekdour « Al Qaïda au Maghreb Islamique » Fiche documentaire du GRIP, 25 août 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=967&titre_page=NA_2011-08-25_FR_M-MEKDOUR

Mehdi Mekdour « Al Qaïda au Maghreb Islamique : une menace multidimensionnelle », Note d'Analyse du GRIP. 26 août 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=968&titre_page=NA_2011-08-26_FR_M-MEKDOUR

Priscilla Sadatchy, « Le Mouvement des Nigériens pour la Justice », Fiche documentaire du GRIP, 3 novembre 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=975&titre_page=NA_2011-11-03_FR_P-SADATCHY

Michel Luntumbue, « Le Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger – MEND », Fiche documentaire du GRIP, 7 octobre 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=970&titre_page=NA_2011-10-07_FR_M-LUNTUMBUE

Michel Luntumbue, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée : défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale ». Note d'Analyse du GRIP, 30 septembre 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=969&titre_page=NA_2011-09-30_FR_M-LUNTUMBUE

Priscilla Sadatchy, « Boko Haram », Fiche documentaire du GRIP. 19 octobre 2011. http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=971&titre_page=NA_2011-10-19_FR_P-SADATCHY

Sabine Cessou « Les inquiétantes mutations africaines d'al-Qaida », Slate Afrique, 3/05/2011 ;
<http://www.slateafrique.com/1815/afrique-alqaida-ben-laden-mutation-heritage>

Yann Bedzigui « Les conflits en Afrique, une résolution improbable »
www.afri-ct.org/IMG/pdf/11_Bedzigui_Afrique.pdf

Paul Richards, « La nouvelle violence politique en Afrique : essai de théorisation »,
<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/070085.pdf>.

Roland Marchal « Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières? »,
<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/088005.pdf>

Roland Marchal « Atomisation des fins et radicalisme des moyens de quelques conflits africains »,
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/criti_1290-7839_2000_num_6_1_1385

Table ronde, « La prolongation des conflits : Approche comparative des systèmes de guerre », Cultures & Conflits [En ligne], février 2005. <http://conflits.revues.org/index147.html>



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération
au développement

Michel Luntumbue est chargé de recherche au GRIP et auteur de différentes notes d'analyse sur les questions de développement, des relations Nord-Sud, les dynamiques des mouvements sociaux dans les pays du Sud (Amérique Latine et Afrique Subsaharienne). Ses travaux au GRIP portent sur l'amélioration de la sécurité humaine, la prévention des conflits et le renforcement de l'État de droit dans les pays d'Afrique centrale et occidentale.

Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >